



**Pour un plan d'urgence dans l'éducation,
pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.**

**L'intersyndicale (CGT, SNUdi FO, FSU, Sud Education)
propose et soutient toutes formes
de mobilisations locales et matinales et appelle à un rassemblement
Judi 23 Septembre
Esplanade des Ruthènes à partir de 14H
puis manifestation**

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint.

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée

- publication de la circulaire de rentrée sans qu'aucune concertation préalable n'ait été organisée, dont le contenu relève davantage de la promotion de la politique ministérielle.

Encore une fois, le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir. Concernant les AESH, la nouvelle grille indiciaire ne répondra évidemment pas au besoin de revalorisation et de reconnaissance de nos collègues et le plan de requalification

des personnels administratifs n'est qu'un effet d'annonce (ce sont les postes qui sont requalifiés et non les personnels). Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels en revalorisant le point d'indice.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Nos organisations appellent à la grève Jeudi 23 Septembre afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Education.

Notre Ecole ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Elles appelleront à poursuivre ces actions, en particulier dans le cadre d'une mobilisation interprofessionnelle.

Agenda des luttes dans l'Aveyron à retenir

Mardi 5 octobre 2021 : Grève interprofessionnelle pour les salaires, l'emploi les services publics, les conditions de travail et d'études

Jeudi 19 octobre 2021 : Journée d'action des AESH.